

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 289 / Décembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^E TRIMESTRE 2019

Nota bene : En raison de la modernisation de la nomenclature douanière, les résultats du commerce extérieur sont arrêtés au 31 mai 2019 ; nous ne les avons donc pas exploités dans cette étude. Sauf indication contraire, les autres éléments sont à jour au troisième trimestre.

Bonne tenue du climat des affaires

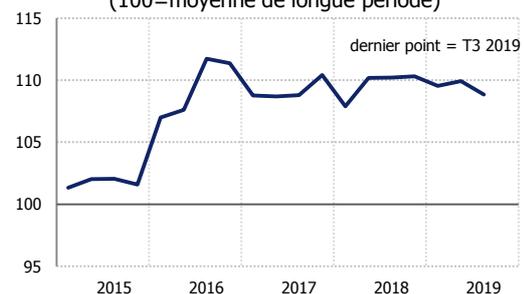
Léger fléchissement de l'ICA

Au troisième trimestre 2019, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) s'élève à 108,9. Il conserve un niveau nettement supérieur à sa moyenne de longue période et confirme la confiance qu'ont les acteurs dans la bonne orientation de la conjoncture économique de la Polynésie française.

Sa légère baisse par rapport au trimestre précédent rend essentiellement compte d'une dégradation limitée de l'activité passée qui affecte les prévisions d'investissement et d'embauches.

La construction ainsi que le tertiaire apparaissent comme les secteurs où l'activité est la plus favorablement orientée par rapport au trimestre précédent.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM

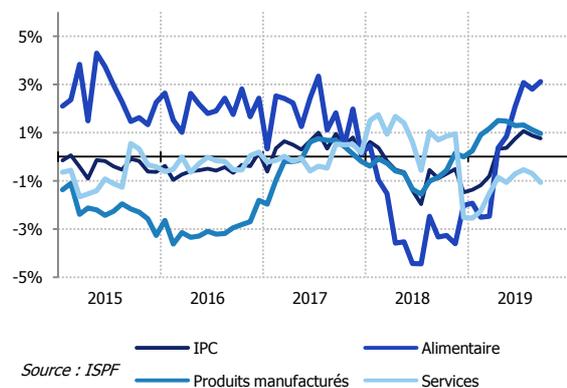
Légère hausse des prix à la consommation

Au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,8 % en glissement annuel. Cette variation est induite par une augmentation de 3,1 % des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, notamment de la viande (+6,3%) et des légumes (+9,3%).

La hausse de 5 % de l'IPC de la division logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles participe aussi à cette tendance. Elle est en partie imputable à une revalorisation du prix de l'électricité (+8,3%).

En revanche, la baisse durable du prix des communications (-19,4 %) et des articles d'habillement et articles chaussants (-6,9 %) contient cette progression.

IPC détaillé - évolution en glissement annuel



Source : ISPF

Progression régulière de l'emploi

Au troisième trimestre, l'emploi salarié poursuit sa croissance. L'indice du secteur marchand enregistre une évolution annuelle de +2,3 % (CVS).

Tous les secteurs participent à cette progression, *a fortiori* la construction et l'hôtellerie-restauration, pour lesquelles les progressions annuelles sont de 7,5 % et 2,2 %.

Cette amélioration conforte la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois au SEFI (CVS) qui atteint 9,2 % au troisième trimestre par rapport au précédent, tandis que les offres d'emplois s'élevaient à 2 850 sur la période contre 2 577 l'année précédente (+10,6 %).

Bien qu'orientés favorablement, ces indicateurs de l'emploi laissent entrevoir un léger tassement des effectifs salariés depuis le mois de juin 2019 (+0,8 %). Cette tendance est confirmée par les entrepreneurs interrogés dans le cadre de l'enquête conjoncturelle qui anticipent un moindre recrutement au cours du trimestre à venir.

Évolution de l'emploi salarié
(en glissement annuel)



Sources : CPS, ISPF

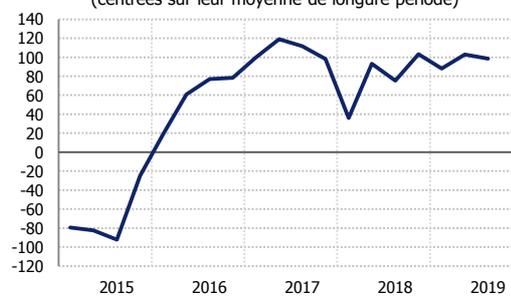
Maintien de la consommation

Selon l'avis des professionnels, le commerce se porte bien, ce qui illustre une consolidation de la consommation des ménages.

Cette bonne orientation est attestée par une croissance des crédits à la consommation au cours du troisième trimestre, dont l'encours progresse de 4,7 % en rythme annuel.

Les immatriculations de véhicules de tourisme confirment cette tendance : 1 208 voitures vendues au troisième trimestre 2019, en dépit de la disparition de la prime à l'achat de voitures neuves en septembre 2018.

Solde d'opinion de l'activité du commerce
(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Des perspectives d'investissements solides

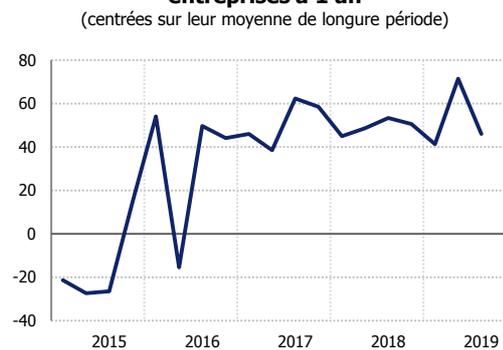
Au cours de la période, l'investissement des entreprises conserve une bonne orientation. En effet, les encours de crédits ont crû de 13,4 % en un an, passant de 81,1 milliards de F CFP à près de 92 milliards.

L'enquête de conjoncture réalisée par l'IEOM va dans le même sens, car selon les entrepreneurs interrogés les investissements devraient se poursuivre à un niveau élevé en dépit d'un léger fléchissement. Celui-ci est essentiellement dû à de réelles disparités quant aux attentes des protagonistes des différents secteurs.

D'autre part, les investissements immobiliers de la part des particuliers restent soutenus comme en témoigne la hausse des encours de crédit à l'habitat des ménages de 6,1 % sur un an.

Enfin, depuis le début de l'année, les investissements publics continuent de progresser. Au 31 août 2019, ce sont 16,2 milliards de F CFP qui ont été liquidés par le Pays, soit +15 % par rapport à l'année précédente.

Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Une conjoncture favorable dans le tertiaire et le bâtiment

Services : de bons résultats dans le tourisme

Traditionnellement favorable pour le tourisme, le troisième trimestre s'inscrit en nette progression en 2019. Les 67 530 nouveaux visiteurs ont permis de dépasser le million de nuitées vendues sur un trimestre, soit une augmentation respective de 5,4 % et 8,2 % par rapport à l'année précédente. Cette progression est portée par les touristes terrestres, toujours plus nombreux (+6,3 % en un an).

Face à ce constat, les hôteliers interrogés par l'IEOM affichent un certain optimisme et prévoient une activité en hausse au quatrième trimestre.

Les autres services marchands, circonspects quant à l'activité du trimestre passé, estiment qu'elle devrait s'améliorer grâce à des carnets de commandes remplis.

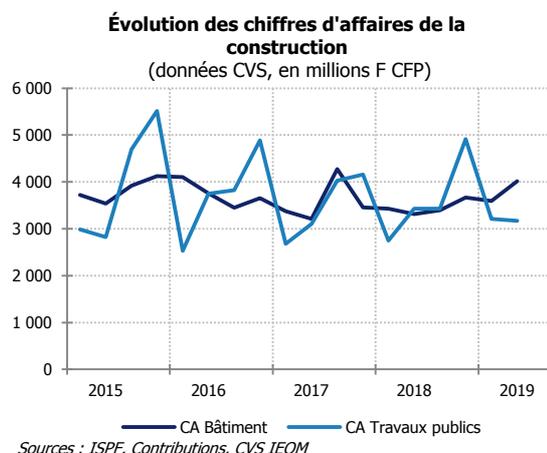
Construction : un dynamisme confirmé

Avec une augmentation du chiffre d'affaires de 8 % sur un an à la fin du premier semestre, le secteur de la construction reste un moteur pour le secteur secondaire en Polynésie française. Néanmoins, certaines disparités subsistent, notamment entre la filière du bâtiment, dont le chiffre d'affaires a progressé de 12,2 %, et les travaux publics où il a diminué de 7,7 %.

Selon les acteurs du secteur, la bonne orientation de l'activité devrait se prolonger au quatrième trimestre et permettre de conforter leur trésorerie.

Plus spécifiquement, la construction s'appuie sur les nombreux projets de rénovation et d'agrandissement du parc hôtelier.

Les acteurs du secteur de l'industrie partagent quant à eux un avis mitigé sur leur activité et pointent une baisse des prix de vente qui influe sur leur trésorerie. Les volumes d'huiles de coprah (CVS), dont la production est en baisse de 9,8 % au troisième trimestre, illustrent cette tendance.

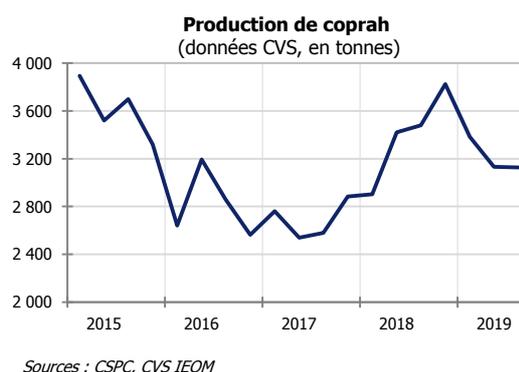


Bilan mitigé pour le secteur primaire

Pour les exploitants du secteur primaire, l'activité reste dégradée en raison d'une trésorerie fragile qui bride leurs projets d'investissement pour les douze prochains mois. Néanmoins, ils envisagent une légère amélioration de la situation dès le quatrième trimestre.

La production de coprah, traditionnellement la deuxième source de valeur à l'export pour le secteur, se stabilise à 3 127 tonnes, 10 % en dessous des volumes de l'année précédente (CVS).

La perliculture, qui a rapporté 7,7 milliards de F CFP en 2018, pourrait quant à elle être pénalisée par une baisse de prix de la perle, dans un environnement international défavorable suite aux tensions à Hong-Kong et dans la perspective d'une éventuelle guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis. Ces incertitudes viennent peser sur une filière en pleine restructuration.



La conjoncture régionale et internationale

LES TENSIONS INTERNATIONALES FREINENT LA CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Le contexte mondial de ralentissement économique et la hausse des tensions internationales ont pesé sur l'investissement global et sur les échanges commerciaux de la région Asie-Pacifique. La Banque Mondiale prévoit ainsi un ralentissement de la croissance de la zone, estimée à +5,8 % pour 2019 contre +6,3 % en 2018. Pour 2020 et 2021, les estimations s'établissent à +5,7 % en 2020 puis +5,6 % en 2021. Afin de soutenir leurs économies, les pays de la région sont nombreux à avoir assoupli leurs politiques fiscales et monétaires.

En Chine, les conflits commerciaux avec les États-Unis continuent de freiner la croissance qui s'établit à 6,0 % au 3^e trimestre, un niveau historiquement bas. L'activité dans le secteur industriel chinois s'est contractée en octobre pour le 6^e mois consécutif, l'indice du climat des affaires (manufacturing PMI) s'établissant à 49,3 soit 0,9 point de moins qu'en octobre 2018. Les exportations du pays ont chuté de 3,2 % par rapport à 2018. La croissance se voit également atteinte par une demande domestique affaiblie par les mesures de lutte contre l'endettement important des entreprises et du gouvernement.

La dégradation de la confiance des entreprises et du contexte économique se confirme en Australie : le PIB progresse de 1,4 % en glissement annuel au 2^e trimestre 2019 après avoir maintenu sa croissance au-dessus de 2,5 % tout au long de l'année 2018. Pour soutenir l'économie, la banque centrale australienne use d'une politique monétaire accommodante, celle-ci a en effet baissé son taux directeur successivement en juin, en juillet puis au mois d'octobre (1,25 %, 1,0 % puis 0,75 %).

Avec comme perspective la redynamisation des échanges dans la région, les 10 membres de l'ASEAN ainsi que la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont réunis début novembre pour préparer la signature, en 2020, du RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), un accord de libre-échange qui pourrait former la plus vaste zone de libre-échange du monde.

Sources : FMI, The World Bank, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Bank of Japan, Statistics Bureau of Japan, National Bureau of Statistics of China.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2019, soit son plus bas niveau depuis 2008-09. Ce rythme a été revu à la baisse de 0,2 point par rapport aux perspectives de juillet, en lien avec la montée des tensions commerciales et géopolitiques qui se répercutent sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Les politiques monétaires, rendues plus accommodantes aux États-Unis et dans de nombreux pays avancés et émergents, ont permis d'amortir l'impact de ces tensions sur les marchés financiers. Pour 2020, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,4 %, soit une révision à la baisse de 0,1 point par rapport à juillet.

Aux États-Unis, la hausse du PIB s'est élevée à 0,5 % au troisième trimestre 2019 (en variation trimestrielle), soit la même progression qu'au trimestre précédent. La consommation privée, stimulée par les mesures de relance du gouvernement, demeure le principal moteur de la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2019, le FMI anticipe une croissance de 2,4 % qui ralentirait à 2,1 % pour l'année 2020.

Dans la zone euro, le PIB a continué de progresser de 0,2 % entre juillet et septembre, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,8 % à fin septembre, soit un net ralentissement par rapport à fin juin (+1,3 %). Le taux de chômage se maintient quant à lui à 7,5 % dans la zone, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % en 2019 et à 1,4 % en 2020. Pour rappel, elle avait atteint 1,9 % en 2018.

Au troisième trimestre, le PIB de la France a enregistré une croissance identique aux deux trimestres précédents : +0,3 %. La consommation des ménages accélère légèrement sur la période tandis que l'investissement ralentit. Pour les années 2019 et 2020, la Banque de France anticipe une hausse du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre (+0,1 % après +0,4 %). Les tensions commerciales mondiales sont à l'origine du fléchissement des exportations japonaises. La consommation privée est également orientée à la baisse tandis que l'investissement reste robuste. Le FMI anticipe une croissance de 0,9 % en 2019 puis de 0,5 % en 2020.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait ralentir en 2019 (+3,9 % après +4,5 % en 2018) avant de rebondir en 2020 (+4,6 %) grâce au retour d'une croissance plus dynamique en Inde, au Brésil ou en Russie et à une récession moins marquée dans plusieurs pays émergents en difficulté (Turquie, Argentine, Iran). En Chine, la croissance a été revue à la baisse (+6,1 % en 2019, +5,8 % en 2020) suite aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure lié aux mesures prises pour maîtriser la dette.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 novembre 2019.